

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 ALBI - Cedex 09

ALBI, le 4 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMDVDMAT TRIFYL

lieu-dit Prado de Lamothe
81290 Labruguière

Références : 81-Déchets-2023-29
Code AIOT : 0006807903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2023 dans l'établissement SMDVDMAT TRIFYL implanté lieu-dit "Prado de Lamothe" à 81290 Labruguière. L'inspection a été annoncée le 6 juin 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDVDMAT TRIFYL
- lieu-dit "Prado de Lamothe" à 81290 Labruguière
- Régime : Autorisation
- Statut : Non Seveso, Non IED

TRIFYL exploite le centre de tri de Labruguière. Ce centre exerce les activités suivantes :

- centre de tri de la collecte sélective,
- plateforme de compostage de déchets verts,
- une plateforme bois-énergie,
- une déchetterie,
- une plateforme logistique de gestion des bennes de déchetterie.

Le site, construit en 2004, est modernisé en 2011, 2014 et 2022.

Par arrêté préfectoral du 27 septembre 2002, le syndicat mixte TRIFYL est autorisé à exploiter un centre de tri de déchets ménagers et assimilés ainsi qu'une déchetterie.

Un arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation d'exploiter une plateforme de valorisation de déchets ménagers et assimilés située à LABRUGUIERE est notifié au syndicat mixte TRYFIL le 30 septembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les mesures de prévention et de lutte contre les incendies,
- les mesures de prévention vis-à-vis des pollutions à l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

a) Les constats suivants font l'objet d'une proposition de suites administratives

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de l'Inspection
1	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.1	Lettre de suite préfectorale
2	Aménagement	Idem, article 2.1.1	
6	Compartimentage	Idem, article 2.2.1	
7	Compartimentage	Idem, article 2.2.1	

b) Les constats suivants ne font pas l'objet de propositions de suites administratives

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection*
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.2	Conforme
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Idem, article 2.1.2	Observation
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Idem, article 2.1.2	Conforme
8	Compartimentage	Idem, article 2.2.1	
9	Entreposage des déchets	Idem, article 2.2.2	
10	Bassin de rétention	Idem, article 2.2.4	Observation
11	Commande de désenfumage	Idem, article 2.2.5	Conforme
12	Distance d'éloignement	Idem, article 2.2.6	

* constats conformes avec ou sans observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, 4 constats sont non conformes et font l'objet d'une lettre de suite.

2-4) Fiches de constats

Cf. pages suivantes.

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : «Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 à l'exception des exutoires de toitures qui sont Bs2d0 et des portes sectionnelles ; - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOPF (t3). [...] Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des matériaux utilisés dans la construction de ses bâtiments.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : [...]Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de classe A2s1d0 sauf les exutoires en toitures qui peuvent être Bs2d0 ; - murs extérieurs E 30 ; - murs séparatifs E 30 ; - portes et fermetures E 30 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) [...] Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des matériaux utilisés dans la construction de ses bâtiments.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...]
Constats : Le site dispose de moyens d'alerte des services d'incendie. Le plan des bâtiments avec l'ensemble des moyens de lutte contre les incendies est affiché en plusieurs endroits du site. Les extincteurs, indiqués, visibles et accessibles, sont répartis en nombre suffisant et adapté (plusieurs dizaines) sur l'ensemble du site.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global cumulé adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 m de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]
Constats : Deux poteaux d'incendie sont présents sur le site : l'un à l'accès vers le pont bascule (zone en travaux), l'autre au niveau de la plateforme de stockage des déchets de bois broyés, perdu au milieu d'une végétation abondante. L'installation dispose en outre d'une réserve incendie de 1200 m ³ qui alimente l'ensemble du dispositif de lutte contre l'incendie de l'installation : RIA, canon à eau, mur et déluge d'eau, sprincklers.
Observations : Dans le rapport de contrôle de la société Eurofeu du 9 décembre 2022, il est indiqué que le poteau incendie (fabricant STG) proche du pont bascule présente un débit insuffisant. L'exploitant est invité à s'assurer que ce poteau assure un débit > 60 m ³ /h, et fournit à l'inspection le certificat de débit réel du poteau, sous le délai d'un mois.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues pour les bâtiments où sont entreposés des produits ou déchets combustibles. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'un système d'extinction automatique (sprinkler) couvrant le hall amont et le hall process, - d'une protection de type déluge sur les convoyeurs au niveau des murs séparatifs, la presse à balle, les alvéoles de stockage sous la cabine de tri et la trémie d'alimentation du hall amont. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'installation est équipée de RIA situés non loin des issues ; ils sont positionnés afin d'être utilisables dans plusieurs directions. La chaîne de tri est équipée d'alarmes sonores et visuelles, de caméras thermiques et de détecteurs de fumée. Il y a des sprinklers dans tous les bâtiments et les murs séparateurs et autres équipements sont équipés de déluges et/ou murs d'eau. L'installation ayant été mise en service il y a quelques mois : janvier 2023, tous les systèmes de lutte contre l'incendie sont récents. La défense incendie du site a fait l'objet, en novembre 2022, de constats contradictoires d'état des lieux établis par la maîtrise d'œuvre et la société en charge du marché de défense incendie, avant la mise en service du centre de tri.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir la propagation d'un incendie, le centre de tri est compartimenté en quatre cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hall amont, - hall process, - hall aval, - la zone de pré-tri des tout-venants de déchetterie. <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120. <p>Le degré de résistance au feu des murs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p> <p>Le hall aval (bâtiment existant) est situé à plus de 8 mètres de tout stockage ou autre nouveau bâtiment si ces parois ne sont pas REI 120 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la lecture des plans d'exécution fournis, version du 14 janvier 2022, les murs qui séparent les cellules de stockages sont bien de classe REI 120, notamment entre le hall amont et la chaîne de tri (process).</p> <p>Le degré de résistance au feu n'est pas affichée. Cette demande a été faite à l'exploitant qui doit fournir les justificatifs (photos) à l'Inspection après avoir procédé à l'affichage.</p> <p>Le hall aval est distinct et séparé de la chaîne de tri.</p> <p>La zone de pré-tri des tout-venants de déchetterie, bien que figurant sur certains plans transmis par l'exploitant, n'est toujours pas construite.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir la propagation d'un incendie, le centre de tri est compartimenté en quatre cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hall amont, - hall process, - hall aval, - la zone de pré-tri des tout-venants de déchetterie. <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures effectuées dans les parois coupe-feu (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. <p>Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les passages de convoyeurs entre bâtiments sont équipés en système d'aspersion type mur ou déluge d'eau.</p> <p>L'installation, divisée en trois cellules occupant deux bâtiments distincts, n'est pas équipée en portes battantes ni en systèmes automatiques de fermeture.</p> <p>L'exploitant doit justifier le classement EI2 120C des portes d'accès entre la chaîne de tri et le hall amont.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention incendie
Prescription contrôlée : Afin de prévenir la propagation d'un incendie, le centre de tri est compartimenté en quatre cellules : <ul style="list-style-type: none">- hall amont,- hall process,- hall aval,- la zone de pré-tri des tout-venants de déchetterie. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none">- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois coupe-feu de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi ; [...] Par ailleurs, les activités liées au broyage de déchets végétaux et au bois-énergie sont situées à plus de 20 mètres des bâtiments.
Constats : Les murs extérieurs et les parois coupe-feu des alvéoles de stockage du hall amont sont REI 120, tel que précisé sur les plans fournis (versions du 14 janvier 2022). Les activités de broyage sont bien distantes de plus de 20 m.
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 5 mètres.
Constats : Dans le hall amont, la hauteur de stockage des déchets bennés en vrac dans les alvéoles n'excède pas 5 mètres. Dans la partie du hall aval exploitée, la hauteur de stockage des balles n'excède pas 3 mètres.
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : Un bassin permet le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre ou d'un accident de transport (cf article 11 de l'arrêté du 6 juin 2018). Le volume disponible pour le confinement est de 1 400 m3 minimum. En cas de modification de son site, l'exploitant justifie que le volume disponible pour le confinement des eaux est suffisant.
Constats : Selon le plan du bassin fourni par l'exploitant, le volume total disponible de confinement est de 1870 m3, sans considérer le volume de rétention de la cour intérieure du site, d'environ 100 m3.
Observations : L'exploitant fournit à l'inspection le plan DOE du bassin, avec cotes NGF et volumes, sous le délai d'un mois.
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Commande de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des fumées
Prescription contrôlée : Les commandes de désenfumage sont situées au niveau des accès des bâtiments.
Constats : Les commandes de désenfumage, fonctionnant avec des cartouches de gaz, sont placées à proximité des accès.
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Distance d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (enregistrement rubrique 2714) susvisé sont complétés comme suit : Les parois extérieures du hall amont situées à moins de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement présentent des caractéristiques REI 120 pour prévenir tout effet thermique létal à l'extérieur du site. Aucun stockage de déchet n'est autorisé entre le hall amont et les limites de propriété. Les aires de stockage extérieures de déchets sont éloignées des bâtiments sauf si les murs présentent des caractéristiques REI 120.
Constats : Les parois extérieures du hall amont sont de type REI 120 (précisé sur plan). Il n'y avait de pas de stock de déchets entre le hall amont et les limites de propriétés, à l'exception de la zone de broyage des déchets de bois, à bonne distance du hall amont.
Proposition de suites : Sans objet